

Budget, EPE, fusion Esipe-Esiee, recherche : les chantiers 2022-2023 de l'Université Gustave Eiffel

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°263992 - Publié le 15/09/2022 à 17:05

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 16/09/2022 à 09:13



© CPU

- « Des chantiers liés à la transformation et la stabilisation d'une organisation d'établissement » et « des réflexions autour de la pérennisation de l'EPE (Etablissement public expérimental) » ;
- la construction de la lettre d'orientation budgétaire 2022-2023, qui sera votée le 06/10/2022 ;
- la création début 2023 d'une seule école réunissant l'Esipe (Ecole supérieure d'ingénieurs de l'Université Paris-Est) et l'Esiee (Ecole supérieure ingénieurs électrotechnique, électronique) Paris ;
- la préparation d'un COP (Contrat d'objectifs et de performance) avec le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;
- la création de la Fondation [Université Gustave Eiffel](#) avant fin 2022 ;
- la mise en place d'un plan de sobriété énergétique ;
- ou encore une réflexion sur les PUI (Pôle universitaire d'innovation) avec l'ENPC (Ecole nationale des Ponts et Chaussées - aujourd'hui Ecole des Ponts ParisTech), l'Upec (Université Paris-Est Créteil) et l'Enva (École nationale vétérinaire d'Alfort).

Tels sont quelques-uns des chantiers 2022-2023 de l'Université Gustave Eiffel, présentés par [Gilles Roussel](#), son président, le 13/09/2022.

Autre enjeu : du point de vue budgétaire, « nous avons de grosses incertitudes sur la capacité de l'État à nos accompagner pour que nous puissions continuer nos activités, sans même imaginer les développer, dans de bonnes conditions avec les personnels », pointe-t-il.

Dans un contexte d'inflation, avec notamment une augmentation des coûts de l'énergie, « il y a un risque que beaucoup d'établissements construisent des budgets avec des déficits importants, et notamment le nôtre. Si cela devient un vrai déficit, cela pose problème, et s'il n'y a pas de déficit, cela veut dire qu'on aura réduit nos activités, à un moment où on nous attend sur les missions recherche-formation. La question est : fait-on partie des priorités de l'État ? »

Le président de l'UGE (Université Gustave Eiffel) fait par ailleurs le point sur la rentrée 2022 et sur les projets en cours au sein de l'université.

Budget 2022-2023 : « Des augmentations importantes sur la masse salariale et l'énergie »

Du point de vue budgétaire, « il y a des augmentations importantes sur la masse salariale et l'énergie sur la fin de l'exercice 2022. Les deux sont un peu liés : nous souhaitons accompagner nos personnels en augmentant les salaires, notamment les contractuels et les doctorants », pointe Gilles Roussel.

« Nous nous questionnons sur notre capacité d'avoir les financements sans avoir recours à des prélèvements sur des fonds de roulement qui certes existent, mais sur lesquels nous avons des engagements, notamment en matière de rénovation des bâtiments et d'investissement dans le bâtimentaire de l'université. »

Et sur 2023, il se dit « très inquiet », alors que « la direction des achats de l'État prévoit pour l'université une augmentation de 5 M€ de l'électricité sur l'année, contre 2 M€ actuellement. Et ce n'est que l'électricité ».

« Nous sommes prêts à réfléchir sur la mise en œuvre d'un plan de sobriété énergétique et nous le faisons. Pour autant, nous commençons à avoir l'intuition que nous ne parviendrons pas à suffisamment réduire la facture énergétique pour être capables de l'absorber. Aujourd'hui, dans la construction de notre budget, nous sommes plutôt en attente de réponses de l'État sur ces questions », indique-t-il.

Plan de sobriété énergétique : les problématiques rencontrées

« Nous avons engagé un travail important des laboratoires, des services pour essayer de connaître précisément nos dépenses énergétiques, par bâtiment et sous partie de bâtiment. Nous commençons à réfléchir à des solutions », indique Gilles Roussel. Qui liste quelques problématiques rencontrées :

- *« Sur la partie recherche, nous avons parfois des contraintes contractuelles. Si l'on arrête une salle blanche, il y en a pour six mois à la faire repartir et le coût est probablement aussi important que celui de la facture énergétique. Nous avons aussi des recherches sur la durabilité des matériaux sur des durées longues, parfois plusieurs années : si on arrête, il faut tout recommencer depuis le début. »*
- *« Nous imaginons qu'il puisse y avoir des coupures électriques et nous nous questionnons sur l'intérêt d'acheter des groupes électrogènes [sachant que] nous travaillons notamment sur la personne humaine (morgues, CHU...) ou avec des animaleries. »*
- *« Nous réfléchissons aussi à reporter un certain nombre de coûts sur nos bailleurs, mais cela sera plutôt pour 2023. »*

« Nous sommes également en train de recruter un personnel chargé exclusivement des questions énergétiques sur l'établissement », indique Gilles Roussel.

Par ailleurs, selon le président, modifier les rythmes de l'alternance n'a un impact sur la consommation énergétique de l'établissement que s'il est possible de fermer les locaux qui accueillent les alternants lorsqu'ils sont en entreprise ; ce qui demande une organisation coordonnée avec la vie scolaire et les entreprises partenaires.

EPE : des « chantiers liés à la transformation et la stabilisation d'une organisation d'établissement »

« L'université a été créée le 01/01/2020, maintenant depuis quasiment trois ans. Ce n'est pas fini. Toute construction d'EPE par fusion — et en particulier le nôtre qui est très spécifique avec une université, un organisme de recherche (l'Ifsttar) et des écoles — prend du temps à la fois dans la construction des méthodes communes et dans l'organisation de l'établissement qu'il faut nécessairement revoir. »

D'après Gilles Roussel, « il y a beaucoup de chantiers liés à la transformation et la stabilisation d'une organisation d'établissement », principalement :

- la stabilisation des process internes : « C'est un gros chantier lancé il y a deux ans. Nous avons des méthodes et des services séparés et il faut continuer à les rapprocher, même si cela avance bien » ;
- « l'utilisation des moyens de l'I-site (Initiative-Science-Innovation-Territoire-Economie) pour faire de la transformation tout en stabilisant l'organisation interne de l'université en formation et en recherche. » L'université envisage des dispositifs d'animation transversaux et pour la formation la création des passerelles entre les différentes entités.

« Nous avons encore des processus différents sur la chaîne financière, la gestion et le montage des contrats. Nous venons de recruter un directeur des affaires financières qui a pour mission d'avancer sur ces sujets, Olivier Berthelot Eiffel », précise-t-il.

Écoles : trois projets en cours

Du côté des écoles, l'université a trois projets en cours :

- la création début 2023 d'une seule école réunissant l'Esipe et l'Esiee Paris, « qui sont complémentaires sur nos sujets, notamment les transitions numérique et batimentaire, avec des formations très proches, pour renforcer la visibilité » ;
- la construction, avec l'EIVP (École des Ingénieurs de la Ville de Paris), d'un pôle génie urbain (avec une licence génie urbain) ;
- un travail avec l'ENSG (Ecole nationale supérieure de géologie) sur le développement d'une licence professionnelle pour la formation de géomètres.

L'université travaille également sur :

- le renforcement de « l'adossement recherche des écoles à des unités de recherche de l'université dans son ensemble » et de « l'implication des chercheurs dans les formations » ;
- la mutualisation des moyens RH (Ressources humaines) : « Dernièrement, nous avons renforcé les enseignements transversaux des langues, notamment avec l'école d'architecture, en embauchant directement à l'université des personnes à temps plein » ;
- le changement du logiciel d'inscription des étudiants à l'université, « lancé l'année dernière et qui commence avec les écoles ».

Écoles doctorales : « Nous avons quasiment finalisé l'ensemble des co-accréditations »

« Sur nos campus, nous avons quasiment finalisé l'ensemble des co-accréditations sur le doctorat : nous avons fait le choix politique de co-accréditer les écoles doctorales avec les universités locales et donc d'inscrire nos doctorants sur les territoires et de participer à la politique doctorale localement plutôt que de tout ramener sur Marne-la-Vallée », indique le président de l'UGE, précisant que « le renforcement du doctorat à l'université est aussi l'un de nos objectifs, dans une période où le nombre de docteurs n'est pas en augmentation et avec la réforme du doctorat en cours. »

Intégration de l'Ifsttar : « Le travail en interministériel est très compliqué »

Questionné sur l'intégration de l'Ifsttar (Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux) à l'EPE, Gilles Roussel signale : « Il y a des réflexions vis-à-vis des tutelles, notamment du MTECT (Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires), sur la manière dont ils nous appréhendent et nous accompagnent. Nous sommes la première université sous tutelle du MTECT, qui a l'habitude d'un réseau d'écoles. Il y a un sujet sur la manière dont le lien se fait, alors qu'il était naturel avec l'Ifsttar puisque c'était un objet exclusif du MTECT. Nous sommes en train de travailler avec eux sur un COP (Contrat d'objectifs et de performance) pour préciser ces éléments. »

De plus, « le travail en interministériel est très compliqué, pas de la mauvaise volonté de chacun des ministères [MTECT et MESR (Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche)], mais du fait d'avoir des interlocuteurs différents avec des méthodes différentes, et le soupçon que l'on essaie d'avoir deux guichets différents ».

Le président de l'UGE signale par ailleurs que le Ripec (Régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs) n'est pas mis

en place pour le corps des chercheurs du MTECT, assez petit et composé pour environ d'un tiers de chercheurs UGE :

« Un texte réglementaire leur permet de ne pas l'appliquer. Mais comme nous avons le Ripec pour les E-C (enseignant(s)-chercheur(s)) et que l'objectif est de faire de la cohérence entre les statuts et de faciliter les mobilités, nous demandons le passage au Ripec. On espère qu'il sera simplifié dans les mois qui viennent. »

Clarification des rôles ONR / universités : « Nous ne sommes pas en dehors des clous »

Interrogé sur la place de l'UGE à l'heure de la clarification des rôles entre organismes de recherche et universités, voulue par le MESR, Gilles Roussel répond : « *Nous ne sommes pas en dehors des clous. Nous avons un modèle original qui montre que nous pouvons faire des choses avec un organisme et une université.* »

Rentrée 2022 : « plus de candidatures que l'année dernière » mais « moins de visibilité sur les inscriptions »

Gilles Roussel revient sur la rentrée 2022 :

- « Parcoursup a plutôt bien marché, en tout cas pour l'université.
- Nous avons eu plus de candidatures que l'année dernière, ce qui est surprenant par rapport au paysage national. C'est probablement dû au fait que la Seine-et-Marne est un département très dynamique du point de vue démographique avec une capacité de poursuite d'études limitée. Il y a donc plus d'étudiants qui souhaitent poursuivre dans l'enseignement supérieur.
- Le taux de remplissage des formations atteint quasiment 100 % dans toutes les licences, dont certaines très tôt dans le processus.
- Nous avons moins de visibilité sur les inscriptions, nous avons l'impression que les étudiants s'inscrivent un peu moins vite que l'année dernière.
- L'effectif global sur l'ensemble des cycles de l'université est plutôt en stabilité, ce que l'on souhaite parce qu'arriver à accueillir plus d'étudiants va être compliqué. »

Apprentissage : taux de 24 % en hausse par rapport à 2021

Le président de l'UGE précise que 24 % des étudiants sont des apprentis à l'université, tous niveaux et toutes disciplines confondus, « ce qui reste très au-dessus de la moyenne », en hausse par rapport à 2021 (22 %).

De plus, « c'est la première année que nous transférons une partie des ex-apprentis de l'école d'ingénieurs Esipe (Ecole supérieure d'ingénieurs de l'Université Paris-Est) sur le CFA (Centre de formation d'apprentis) de l'université pour les diplômes d'ingénieur et les recrutements sont très bons ».

Il se questionne toutefois sur l'aspect conjoncturel de ces recrutements ainsi que sur « la réforme en cours de [France Compétences](#) et les NPEC (Niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage), avec une incertitude sur les financements ».

« Il est clair que si les recettes de l'apprentissage baissaient, nous serions dans l'incapacité d'assumer l'ensemble de notre offre de formation et nous serions probablement amenés à baisser le nombre d'étudiants, ce qui n'est probablement pas souhaitable. »

Selon lui, se pose certes la question de « la capacité de l'État à financer de façon générale l'offre de formation si l'apprentissage ne la finance plus alors qu'il y a un besoin de formation, notamment dans certaines filières ».

« Le passage du DUT au BUT n'a pas généré de difficultés majeures »

Selon Gilles Roussel, « *le passage du DUT au BUT n'a pas généré de difficultés majeures dans l'université pour l'instant. Toutefois, c'est probablement un sujet de rentrée pour l'année prochaine et de construction de la troisième année sans moyens supplémentaires.* »

Avec le passage de deux à trois ans pour les BUT, il pointe des « *incertitudes sur les flux étudiants* », notamment en licence ou dans les bachelors. Il ajoute : « *Nous ne pouvons pas augmenter nos places pour les BUT sur toutes nos licences, car cela augmente les volumes horaires de façon importante. La visibilité est très faible sur ce qui va se passer l'année prochaine pour la troisième année de ces BUT, avec des problématiques différentes entre le site de Champs-sur-Marne où nous avions plutôt une tradition de DUT qui poursuivaient leurs études dans d'autres écoles d'ingénieurs principalement, et le site de* »

Meaux où ils pouvaient rester en licence pro ou autre. »"

Recherche : « L'ensemble des projets focalisé autour des questions de ville durable »

Gilles Roussel fait le point sur les projets en cours de l'UGE, à l'échelle nationale et européenne : « Nous avons focalisé l'ensemble des projets, notamment dans le cadre de France 2030, autour des questions de ville durable. »

France 2030 : I-site, Excellences, SFRI et Idées

- **L'I-site (Initiative-Science-Innovation-Territoire-Economie) Future** positionné sur la ville de demain ;
- **le projet Excellences City fab**, [déposé en 2021], visant à décliner le positionnement de l'université sur les territoires, notamment via des projets de recherche-action. « *Nous travaillons actuellement sur l'ensemble de nos campus avec un certain nombre de communautés d'agglomérations, notamment celles de Marne-La-Vallée, Nantes et Lyon* » ;
- **un projet SFRI (Structuration de la formation par la recherche dans les initiatives d'excellence)** sur le passage master-doctorat et le renforcement du doctorat ;
- **un projet Idées (Intégration et développement des Idex et des I-Sites)** pour accompagner la construction de l'établissement : « *Nous avons travaillé sur la question d'établissement responsable et l'une des premières choses que nous allons mettre en œuvre, c'est une charte de RSU, (Responsabilité sociale des universités) déclinée localement par chaque entité, notamment les composantes de formation et de recherche.* »

« *Nous avons déposé un projet Excellences autour des liens santé-ville, Urban one health, qui n'a malheureusement pas été retenu pour des questions de gouvernance, de transformation et de pérennisation. Nous allons retravailler pour redéfinir son articulation par rapport à nos projets Excellences respectifs - City Fab chez nous, et autour de l'université inclusive à l'Upec (Université Paris-Est Créteil)* », indique Gilles Roussel.

France 2030 : CMA et ASDESR

Plus récemment, l'université vient de déposer deux projets :

- **un projet CMA, (Compétences et métiers d'avenir)** en déclinaison du rapport Jouzel, qui a pour objectif d'introduire le sujet des villes de demain dans les formations, pour lequel l'université sera bientôt auditionnée : « *Nous allons travailler sur des modules spécifiques, accompagner les formations pour qu'elles les mettent en œuvre, utiliser nos ressources internes* » (chercheurs, travaux menés par l'université, Cipen (Centre d'innovation pédagogique et numérique, créé dans le cadre de l'I-site)) ;
- **un projet ASDESR (Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche)** sur « *le développement de la formation continue sur les villes de demain, avec différents acteurs, notamment des collectivités territoriales avec lesquelles nous travaillons déjà. Nous allons notamment travailler avec France Villes Durables pour nous accompagner sur l'expression des besoins des collectivités territoriales.* »

France 2030 : PEPR et AAP Maturation-pré-maturation

L'université co-pilote également **deux PEPR (Programmes et équipements prioritaires de recherche) liés aux stratégies nationales d'accélération** :

- **Villes durables et bâtiments innovants** avec le **CNRS (Centre national de la recherche scientifique)**, qui « *a été validé par le comité et devrait être lancé, on l'espère, très prochainement, avant la fin de l'année 2022* » ;
- **et digitalisation et décarbonation des mobilités** avec l'**Ifpen (Institut français du pétrole - énergies nouvelles)**, principalement en **SHS (Sciences humaines et sociales)**, qui « *devrait être évalué prochainement et lancé début 2023* ».

« *Cela assoit le positionnement de l'université sur ces sujets comme étant un des acteurs fédérateurs de l'ensemble de la communauté.* » L'université s'est aussi positionnée sur l'**AAP (Appel à projets) prématuration-maturation** autour de ces deux stratégies d'accélération, avec la **Satt (Sociétés d'accélération du transfert de technologies)** Île-de-France Innov et les partenaires sur ses territoires. « *Nous avons été auditionnés, j'ai l'impression que cela ne s'est pas mal passé et nous attendons les résultats autour de mi-octobre 2022.* »

Projets européens

- Le **programme doctoral international Clear-doc** (City Lab education and research doctoral programme), financé dans le cadre des actions MSCA d'Horizon 2020 ;
- le projet « **InCities - Trailblazing inclusive, sustainable and resilient cities** », un consortium d'universités européennes issu de l'Initiative d'excellence européenne d'Horizon Europe et piloté par ISCTE Lisbonne ;

« *Malheureusement, le **projet d'université européenne Pioneer** que nous avons porté [avec Laurea Helsinki, Université Zilina, NTUA Athènes, TH Köln et ISCTE Lisbonne dans le cadre d'Erasmus+] autour des questions de ville de demain n'a pas été retenu dans cette vague. Nous sommes en train de faire le bilan de l'évaluation pour voir ce qu'il faut qu'on renforce, comment et le périmètre des partenaires.* »

Renforcer les partenariats socio-économiques

Par ailleurs, « nous essayons de structurer notre travail en lien avec les partenaires socio-économiques autour de plusieurs objets :

- la Fondation Université Gustave Eiffel, qui devrait être créée avant fin 2022 et portera un certain nombre de chaires, de partenariats, en lien avec les collectivités territoriales, notamment le Conseil départemental du 77 et la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) ;
- les objets IDE/IRT (Institut de recherche technologique) avec lesquels nous travaillons déjà », à savoir :
 - Efficacity sur le campus de Marne-la-Vallée ;
 - Vedecom (Institut du véhicule décarboné et communicant et de sa mobilité) à Satory ;
 - et Railenium.

« *Nous essayons de structurer des outils qui nous permettent de faire de la recherche avec des acteurs économiques. Ces objets sont en pleine réflexion d'évolution, avec l'impact de la crise économique sur certains des acteurs, notamment automobiles, qui rend l'investissement en R&D (Recherche et développement) parfois un peu compliqué.* »

Classement de Shanghai général : « Comprendre la raison pour laquelle nous en sommes sortis »

« *Nous constatons que nous avons été visionnaires dans le positionnement de l'établissement — reconnu par l'I-site — autour des questions de ville durable et dans son affichage. Nous voyons aussi que notre approche systémique, qui essaie d'allier l'ensemble des disciplines, est sous-jacente aux problèmes de transitions notamment énergétique et climatique. Nous sommes très présents sur ces sujets et notre activité ne baisse pas* », indique Gilles Roussel.

Il en veut pour preuve la place de l'UGE dans le Shanghai thématique 2022 : « *Nous restons très bien positionnés sur les thématiques de l'université : nous sommes à la première place en France sur certaines problématiques comme les transports et le génie civil, et nous sommes présents aussi notamment en sciences de la terre et en mathématiques.* »

Concernant la sortie de l'UGE du classement général en 2022, « *il faudra retravailler sur ces questions pour comprendre la raison pour laquelle nous en sommes sortis. Cela n'a pas été notre priorité l'année dernière mais nous allons les regarder plus précisément cette année. Ce n'est pas l'élément d'orientation et de direction de l'université, mais cela donne quand même une indication sur notre positionnement international et la qualité des travaux de l'établissement* », ajoute le président de l'université.

PUI (Pôle universitaire d'innovation) : « accompagner les transformations » ; une réflexion en cours « sur le périmètre de Paris-Est »

Gilles Roussel évoque également les pôles universitaires d'innovation : « Nous souhaitons nous engager autour de ces objets. Ce qui est certain, c'est que l'université n'a pas vocation à porter un PUI national, cela n'a pas de sens. Nous sommes en réflexion sur le périmètre de Paris-Est avec les acteurs que sont l'ENPC (Ecole nationale des Ponts et Chaussées - aujourd'hui Ecole des Ponts ParisTech), l'Upec et l'Enva (École nationale vétérinaire d'Alfort) autour d'un tel pôle. »

De même, sur les autres campus, l'idée est d'« essayer d'intégrer ces écosystèmes, en général pas comme de premiers porteurs car souvent nous sommes tout petits par rapport à des acteurs locaux, mais en tout cas d'accompagner les transformations » :

- « Nous suivons avec attention ce qui se passe sur Lyon, puisque nous avons des laboratoires communs avec un certain nombre d'institutions engagées dans des transformations ;
- sur Nantes, nous avons des partenariats qui se renforcent,
- et sur les campus méditerranéens, nous travaillons avec AMU (Aix-Marseille Université) et UCA (Université Côte d'Azur) sur des sujets

en commun avec de nombreux projets que l'on souhaite monter. »

Plus généralement, l'université réfléchit à la manière dont elle s'insère dans les « politiques de campus ». En particulier sur les projets locaux et leur articulation avec sa stratégie globale. A Lyon, UGE a « des liens très forts avec l'ENTPE (Ecole nationale des travaux publics d'État), qui est engagée dans une réflexion autour d'un projet Excellences », illustre le président de l'UGE.

L'innovation ajoutée à la vice-présidence recherche

L'université travaille également sur l'innovation : « *Nous avons le projet de passer d'une vice-présidence recherche à une vice-présidence recherche et innovation, dans laquelle nous aurions quelqu'un spécifiquement en charge des questions d'innovation, et de renforcer notre pôle de valorisation* », indique Gilles Roussel.



Université Gustave Eiffel

EPCSCP de type expérimental qui a succédé au 01/01/2020 à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et à l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux), et qui intègre plusieurs écoles comme établissements composantes et écoles membres.

Catégorie : Université

Adresse du siège

5 boulevard Descartes
Champs-sur-Marne
77454 Marne la vallee Cedex 2 France

Général

Date de création	Décret du 13/12/2019
Statut	EPCSCP de type expérimental
Tutelles	Ministères chargés de l'enseignement supérieur, du développement durable, de la recherche et de la culture
Implantations (dont siège)	Marne-la-Vallée
Composantes	Deux établissements-composantes : • l'Ecole d'architecture de la ville et des territoires Paris-Est • l'École des ingénieurs de la Ville de Paris Deux écoles membres : • l'Esiee Paris • l'ENSG Géomatique
Regroupement d'appartenance	Université Paris-Est (Comue)
PIA	I-site Future

Présidence

Président : Gilles Roussel

Effectifs étudiants

2019-20	15 491
2020-21	15 934

Source(s) : Open Data Esri

Inscriptions principales et secondes (source : Open data du Mesri)

Effectifs de doctorants contractuels

2018-19	97
2019-20	94

Source(s) : Open Data Mesri

Effectifs E-C titulaires

2018-19	305
2019-20	318

Source(s) : Open Data Mesri

Maîtres de conférences et professeurs des universités exclusivement.

Produits encaissables (M€)

2020	202,8 M€
2021	253,8 M€

Source(s) : Open data Mesri

Les produits encaissables correspondent aux produits de fonctionnement de l'exercice qui se traduisent par un encaissement (à différencier des produits sans flux de trésorerie). Ils comprennent essentiellement : • la subvention pour charges de service public ; • les ressources propres.

Dépenses de personnel (M€)

2021	186,7 M€
------	----------

Source(s) : Open data Mesri

Fonds de roulement (en jours)

2020	89,6
2021	50,8

Source(s) : Open data Mesri

Fonds de roulement en jours de charges décaissables

Fiche n° 9548, créée le 16/01/2020 à 12:06 - Màj le 02/11/2020 à 14:02

© News Tank Éducation & Recherche - 2022 - **Code de la propriété intellectuelle** : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »